

Bénédicte Havard Duclos

ATER à l'Université de Bretagne Occidentale

Rattachée au Laboratoire Printemps de l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

LES MILITANTS DE DAL (ASSOCIATION DROIT AU LOGEMENT) : UN MILITANTISME DE SOLIDARITE ?

L'association Droit Au Logement naît en octobre 1990 autour d'une lutte de familles immigrées, expulsées de leur immeuble suite à des incendies criminels. Au moment de la création par « *des militants d'origines diverses et des représentants des familles* », le but affiché est triple : « *aider les mal-logés à s'organiser pour accéder au logement, faire appliquer les lois qui leur sont favorables car elles existent, et inciter les pouvoirs publics à mener une politique de logement cohérente, réaliste et digne.* »¹

Après cette première « lutte », l'association DAL accède rapidement, grâce à des actions largement médiatisées et soutenues par des personnalités connues et reconnues, à une grande visibilité sociale. Les occupations de sites et d'immeubles vides avec des personnes expulsées, sans-logis, mal-logées, victimes d'incendies criminels... (sous forme de campements, de squats) se succèdent, surtout à Paris mais aussi en banlieue parisienne. Elles alternent avec d'autres actions collectives : marches, manifestations, occupations symboliques de lieux visant à attirer l'attention de l'opinion publique. Des actions de lobbying plus directes auprès des parlementaires et des édiles cherchent à peser sur les lois et à défendre des dossiers de familles mal-logées. Enfin, les procédures juridiques nombreuses permettent d'obtenir la reconnaissance du droit au logement « *comme un droit fondamental et un objectif à valeur constitutionnelle* ». Inégalement couvertes médiatiquement, ces actions font rapidement connaître DAL.² Une trentaine

de comités locaux indépendants mis en place progressivement à partir de 1995 sur l'ensemble du territoire se sont fédérés en 1998.

Au-delà des objectifs explicites, l'association est très vite « codée » à la fois par ses militants et les commentateurs, comme une association de « gauche radicale »³. Sœur des associations qui, dans les années 1990, émergent dans le domaine de la lutte contre le Sida (Act-Up), le chômage (AC !!) ou encore le Front National (Ras l'Front) et la défense des « exclus » (Droits devant !!), elle apparaît rétrospectivement comme un prélude aux formations plus directement politiques de résistance à la mondialisation (Attac). On voit fleurir ainsi toute une littérature mi-journalistique, mi-militante, reprise également par des chercheurs, affichant l'appartenance de DAL au « renouveau du mouvement social », à la société civile contestataire et citoyenne.⁴

LA COUPURE NATURALISÉE ENTRE MILITANTS POLITIQUES ET ADHÉRENTS MAL-LOGÉS

Dans cette même littérature, les militants de l'association Droit Au Logement sont souvent présentés comme des « militants agissant par solidarité » pour une base d'adhérents socialement éloignés d'eux. Tout

SDF : quelques jalons dans l'histoire récente », *Revue Française des Affaires Sociales*, n°2, 2002, p 9-22.

⁴ On trouve aussi les termes gauche rouge, extrême-gauche, gauche de gauche, gauche révolutionnaire.

⁵ La littérature abonde sur cette question. Cf. J.-M. Salmon, *Le désir de société. Des restaurants du cœur au mouvement des chômeurs*, Paris, La découverte, 1998 ; B. Poulet, « A gauche de la gauche », *Le Débat*, n°103, 1999, p. 39-59 ; J.-C. Brochier, H. Delouche, *Les nouveaux sans-culottes, enquête sur l'extrême gauche*, Paris, Grasset, 1999 ; D. Pingaud, *La gauche de la gauche. Contre-enquête*, Paris, Le Seuil, 2000 ; I. Sommier, *Les nouveaux mouvements contestataires. A l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2001.

¹ Droit Au Logement, *Le logement, un droit pour tous*, Paris, Le Cherche-Midi, 1996, p. 125.

² Décision de la cour d'appel de Paris du 22 juin 1995, relative à l'occupation de la rue du Dragon.

³ Pour une chronologie plus précise et exhaustive des actions, on peut regarder C. Péchu, « Les 'sans-logis' », in X. Crettiez, I. Sommier (dir.), *La France rebelle. Tous les foyers, mouvements et acteurs de la contestation*, Paris, Ed Michalon, 2002, p. 281-301. Voir aussi J. Damon, « Les mobilisations et protestations collectives en faveur des

comme les associations de soutien aux sans-papiers ou aux chômeurs, DAL serait une « *forme spécifique de militantisme défendant des malheureux qui ne sont pas a priori les mêmes que ceux qui soutiennent leur cause.* »⁶

Des familles nombreuses africaines vivant en squat ou en taudis, des célibataires sans abri, des ménages populaires menacés d'expulsion seraient pris en charge par des militants « bien-pensants » et bien logés, éloignés de leurs conditions de vie, porteurs de « l'extérieur » d'une cause qui ne les concerne pas directement. Ces militants « par solidarité », « par conscience » ou « moraux » selon les terminologies, seraient majoritairement des militants politiques professionnels, qualifiables essentiellement par leurs orientations idéologiques, tant leur position sociale de relative distance va de soi.

La distinction entre les *militants* et les *familles mal-logées* ou *adhérents* s'est imposée dans la représentation commune, parce qu'elle fait partie du vocabulaire de référence, édictée à l'intérieur de l'association et systématiquement relayée à l'extérieur.⁷ Les communiqués de presse envoyés par l'association sont formulés systématiquement sur le modèle : « *des familles et des militants de DAL ont occupé un logement...* » ou « *des familles mal-logées accompagnées par des militants de DAL...* ». En janvier 2001 par exemple, un courrier de la fédération des comités DAL commence ainsi : « *Chers militants et soutiens* ». Suit la décision de « *lancer une grande campagne d'actions pour obtenir le relogement des familles qui vivent dans des logements trop petits (...) car au moins 70 % de nos 4000 adhérent⁸ sont dans cette situation de surpeuplement* » et un appel : « *pour préparer les actions à venir nous vous invitons à l'assemblée générale des mal-logés* ». Tous les termes-clés de l'univers militant sont là :

adhérents, familles, mal-logés en constituent le premier pôle et valent plus ou moins l'un pour l'autre. Ils s'opposent en revanche aux deux autres termes désignant ceux à qui le courrier est adressé, les *militants* et *soutiens*. Cette dichotomie familles (ou mal-logés) / militants est un des principes de division les plus forts de l'univers de DAL.

Cette double désignation tient essentiellement au mode d'entrée dans l'association : pour défendre des intérêts « prosaïques » (avoir un logement) ou pour défendre « la cause » (des « exclus »). Cette interprétation indigène insiste pour une partie des individus sur le rapport au malheur faisant l'impasse sur leur mode d'investissement dans l'association, quand elle insiste pour les autres sur la dimension de lutte, niant par ailleurs leurs difficultés sociales éventuelles.

Largement reprise par les commentateurs, cette interprétation peut donner lieu à une version positive, voire laudative. Ces militants de solidarité, individus extérieurs aux groupes mobilisés, ne partageant pas la condition précaire des mal-logés et s'investissant par conviction plus que par intérêt, sont des « entrepreneurs de mobilisation » aux ressources politiques importantes, et permettent à une base fragile « d'exclus » de s'organiser et de revendiquer.⁹ Mais elle tend plus souvent à se muer en critique et en soupçon d'instrumentalisation et de manipulation. Les protestations des « exclus » et « précaires » (chômeurs, sans-logis, sans papiers) « *sont fréquemment pilotées de l'extérieur par des associations qui, pour influencer l'opinion et compenser leur manque de base militante revendiquent le soutien d'autorités morales et d'intellectuels prestigieux.* »¹⁰

Or, si ces entrepreneurs de mobilisation agissant par solidarité existent et sont très

⁶ J. Siméant, *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po., 1998, p. 64.

⁷ Dans les articles de la politiste spécialiste du mouvement C. Péchu, la coupure militants / adhérents n'est pas moins affirmée. Cf. C. Péchu, « Les 'sans-logis' », 2002, op. cit.

⁸ Il s'agit des adhérents du DAL Paris.

⁹ Cf. C. Péchu, « Quand les 'exclus' passent à l'action. La mobilisation des mal-logés », *Politix*, n°34, 1996, p. 114-133.

¹⁰ B. Hérault, D. Lapeyronnie, « Le statut et l'identité. Les conflits sociaux et la protestation collective », in O. Galland et Y. Lemel (eds), *La nouvelle société française. Trente années de mutation*, Paris, A. Colin, 1998, p. 181-212.

fortement visibles, ils n'épuisent pas la diversité militante. Une enquête ethnographique de longue durée, faite dans des comités locaux de l'association, invite ainsi à nuancer cette représentation d'une coupure radicale entre adhérents et militants, entre des « exclus » mal-logés pris en charge et faiblement impliqués dans l'association et des « militants » issus des classes moyennes, fortement politisés et impliqués.¹¹ C'est plutôt la dialectique d'un rapport fait de distance et de proximité entre militants et mal-logés, tant en termes de raisons d'agir qu'en termes d'appartenance sociale qu'il faut constater, expliquant, mais en même temps invalidant partiellement l'opposition des catégories.

Dans le cadre de cet article, je me concentrerai sur la seule dimension de l'appartenance sociale, laissant de côté les motivations de l'engagement, elles aussi moins unilatérales et dichotomiques que ce qui est trop souvent écrit.¹²

"L'enquête a été réalisée dans le cadre d'un travail de thèse. Voir B. Havard Duclos, *Entre philanthropie et syndicalisme. Militants et mal-logés de l'association Droit Au Logement (DAL)*, thèse de doctorat de sociologie, Université de Versailles Saint Quentin en Yvelines, 2002. Le corpus est constitué de données hétérogènes : entretiens biographiques, informations de seconde main provenant d'entretiens faits par d'autres chercheurs et des interviews lisibles dans la presse, les ouvrages de vulgarisation consacrés « aux nouveaux militants » et les numéros *à l'InfoDAL*, le journal mensuel (à parution aléatoire) de l'association. Au total, une cinquantaine de militants ont été rencontrés. Les militants du DAL constituent par ailleurs un milieu relativement étroit. En novembre 2000, le président du DAL, Jean-Baptiste Eyrault dit Babar, déclare aux *Inrockuptibles*, que le DAL est composé d'une trentaine de comités, qu'il y a environ 300 militants du DAL en France, et que sur Paris 20 à 30 militants suivent 4000 familles.

¹¹ Les mal-logés n'ont pas que des motivations prosaïques et intéressées et les militants, des motivations politiques et morales. L'engagement politique est toujours aussi un acte social et la volonté d'obtenir un logement du côté des mal-logés n'épuise pas ce que DAL leur apporte. Les motivations prosaïques mais aussi sociales, comme le désir de reconnaissance, la recherche d'un réseau de sociabilité, l'accès à des services à la fois pratiques et symboliques s'articulent et s'agencent de manière complexe pour tous les acteurs, quelle que soit par

Quelle est alors la nature de la solidarité entre les militants et les mal-logés de DAL ? S'agit-il vraiment d'un militantisme de classes moyennes qui défendent ainsi une cause qui leur est extérieure et qui ne les concerne qu'à titre moral et humaniste ? A partir de l'analyse des positions sociales des militants, on interrogera tout d'abord leur proximité au malheur et à la précarité sociale, pour montrer que la solidarité n'est pas exclusivement une solidarité à distance, mais qu'un certain nombre de militants sont dans une réelle communauté d'intérêts vitaux avec la base sociale. Puis l'étude de leurs trajectoires permettra de montrer la fréquence des situations de porte-à-faux, de déclassement et/ou d'ascension sociale. On retrouvera une intuition très classique de la sociologie de l'engagement militant, quant à la constitution des « habitus dissidents ». Les portraits qui sont présentés ici pour argumenter le propos valent du fait qu'ils incarnent des types idéaux.

ENTRE PROXIMITÉ ET DISTANCE, UN RAPPORT COMPLEXE AU MALHEUR

Le malheur à distance

Certains militants de DAL se situent effectivement à distance de la souffrance des mal-logés et incarnent un militantisme de solidarité, s'investissant parce qu'ils se sentent moralement « concernés » par la détresse d'autrui. Leur solidarité se décline dans des termes proches de l'interdépendance chère aux solidaristes de la Troisième République, voire de la solidarité philanthropique.

Jean, bénévole d'un comité de la banlieue parisienne, représente un cas extrême de la solidarité prenant appui sur une grande distance sociale. Né en 1940, dans une famille nombreuse de vieille souche aristocratique nobiliaire, il est prêtre de l'ordre des jésuites. Professeur de philosophie à l'Université Catholique de Paris, spécialiste de Kant et Kierkegaard, titulaire de plusieurs doctorats, parlant sept langues, Jean est sans conteste

ailleurs la raison première qui les fait venir dans un comité du DAL.

un intellectuel, sans aucune proximité sociale aux mal-logés.

Gérard, militant d'un comité de province, peut également être considéré comme l'exemple même du militant par solidarité, objectivement situé à une grande distance sociale des mal-logés, « moralement » plus que pratiquement concerné par leur détresse. Ancien professeur agrégé de sciences physiques enseignant en BTS, tout jeune retraité, marié à une femme qui a arrêté tôt de travailler pour se consacrer à sa famille et à ses nombreuses activités associatives (dont ATD Quart Monde), il a également un fort ancrage religieux à gauche, est lecteur régulier de Témoignage Chrétien, proche des Verts, milite à Amnesty International et dans des collectifs de chômeurs. Il incarne l'exemple typique de ces militants de solidarité.

Toutefois, deux remarques doivent être faites au sujet de ces militants sans difficultés sociales ni problèmes de logement : la spécificité de leur implication militante d'une part, et l'absence de parcours complètement linéaire d'autre part.

Ces militants les plus éloignés des conditions de vie des mal-logés restent la plupart du temps relativement périphériques par rapport au noyau dur des militants les plus actifs. Ce n'est pas anodin : Jean est désigné par les autres militants et se désigne lui-même comme un *bénévole*, Gérard comme un *soutien*. Qu'est-ce que cela signifie ?

Les *bénévoles* comme Jean ne sont pas perçus comme personnellement engagés dans le combat. Acquis à la nécessité d'un combat pour sortir de l'indifférence des pouvoirs publics et de l'opinion, ils agissent toutefois davantage par délégation qu'en s'impliquant personnellement. Par rapport aux militants *combattants*, moteurs de la lutte et engagés physiquement (par leur présence) et verbalement (par leur parole) dans le combat, les *bénévoles* sont plus en retrait, ils ne prennent pas personnellement la parole dans les manifestations ou les actions. Ils vivent davantage leur engagement comme une aide à des personnes en difficulté que comme une

contestation du système. Le temps et la durée passés dans l'association, l'importance subjective de leur engagement peuvent être équivalents à ceux d'un *combattant*, mais ils ne peuvent ou ne veulent pas s'engager eux-mêmes directement dans cette lutte.

On trouve sans surprise dans ce pôle des militants aux orientations plus caritatives et aux positions sociales plus assurées. Numériquement importants, ils sont toutefois fortement dominés dans cet univers valorisant la contestation.

Les *soutiens*, en revanche, ne sont pas impliqués au quotidien dans l'activité de DAL et ne se mobilisent que pour les actions. Ils n'ont qu'un rapport plus épisodique à l'association, qui n'est souvent qu'un lieu de mobilisation parmi d'autres à côté du militantisme dans d'autres associations, mais aussi des syndicats, des partis politiques etc. Ils n'adhèrent pas dans la continuité à l'organisation, et ne participent que de manière plus ponctuelle aux « coups », ouvertures de squat ou occupations notamment. Très visibles lors des actions spectaculaires de DAL, ils ne forment pas le noyau dur des militants qui encadrent les mal-logés dans les permanences de l'association, assurent les suivis juridiques des dossiers, la préparation des actions, les rapports avec les médias etc. Or ce sont eux qui forment en fait l'essentiel des militants « par conscience » et « par solidarité ».

Les militants les plus extérieurs à la situation des mal-logés sont ainsi souvent les militants les plus périphériques dans leur investissement à DAL, soit qu'ils n'adhèrent pas complètement à la logique de lutte et restent surtout tournés vers l'accompagnement des mal-logés, soit qu'ils apprécient la lutte mais n'organisent pas le quotidien de l'association.

De plus, et c'est la deuxième remarque, même les plus « nantis » de ces militants par solidarité externe présentent des positions sociales qui n'ont jamais l'insolence de la réussite sociale absolue. Il est remarquable, à ce titre, que soient évoquées, même par personnes interposées, des difficultés qui les

touchent de manière assez proche. Gérard évoque les difficultés d'insertion de son fils, qui « galère » beaucoup pour trouver un travail stable. D'autres, professeurs ou avocats retraités, vivant dans des banlieues cossues, sont parents d'un enfant lourdement handicapé, ou rescapés d'accidents très graves, etc.

De manière plus générale, les gens ne se vantent pas à DAL de ne pas avoir de problèmes. Au contraire, avoir eu un problème de logement ou à défaut, une insécurité sociale, est « valorisant ». On assiste ici à un retournement paradoxal du stigmaté, tel que le décrit E. Goffman¹³. DAL est un lieu où le fait d'exhiber sa souffrance et son indignité sociale donne des lettres de noblesse et où au contraire, faire montre d'une distance sociale par rapport aux « exclus », est jugé négativement. Un mécanisme d'auto-censure en découle, visible dans les informations que les gens donnent d'eux-mêmes. Autour de l'exhibition de la souffrance et du refoulement des marques les plus voyantes de sa relative aisance sociale, se déroule un jeu qui participe à une dénégation de la distance sociale entre mal-logés et réparateurs de malheur et au maintien d'un certain enchantement militant. La solidarité entre base et militants ne peut certes être assimilée à une solidarité de classe (proximité des intérêts et des positions sociales). Il s'agit bien d'une solidarité plus « humaniste », plus extérieure socialement. Mais l'identification subjective, même si elle est pour une part enchantée¹⁴, produit ce sentiment, pour partie fondé, d'une annulation des distances sociales. Les récits que les militants font d'eux-mêmes sont des récits non-linéaires, dans lesquels les « accidents biographiques » ne sont pas passés sous silence, mais où, au contraire, la souffrance prend une

large place. Et plus l'on s'approche du noyau dur des militants de DAL, plus l'identification subjective aux mal-logés est grande, plus les parcours de vie semblent « tremblés », ou en tout cas, leurs récits.

La communauté de souffrance

Le gros des militants qui constituent les forces vives de l'association, assurant le travail quotidien des permanences et des négociations, des luttes et de l'organisation, s'identifient ainsi subjectivement aux mal-logés. Leur situation actuelle peut être perçue comme « heureuse », ou en tout cas stabilisée sur la question du logement et des moyens d'existence, mais ces militants évoquent souvent des affinités fortes avec la situation des mal-logés. La détresse des mal-logés fait écho à des expériences personnelles marquées par le manque, l'absence et la précarité. Ils évoquent des souffrances personnelles qui n'ont *a priori* rien à voir avec le mal-logement, mais qu'ils lient à celui-ci, les percevant comme structurellement « homologues ».

Martine est militante de DAL depuis 1991, cofondatrice et porte-parole de Droits devant¹⁵, leader d'un comité de banlieue¹⁶: elle incarne une des figures fortes que les militants aiment reconnaître dans la contestation antilibérale et radicale. Né en 1947 à Vitry, militante au PCF et à la CGT, cadre au comité d'entreprise d'Air France, elle appartient assez clairement aux catégories supérieures de l'espace social, est objectivement loin des précaires et mal-logés. C'est surtout une "avec". Et pourtant, elle dit: "°J'ai un naturel qui me pousse positiver le malheur. J'ai eu la chance de grandir dans une famille où d'entrée de jeu, il n'y avait pas trop de place pour moi. On me trimballait donc de grands-parents en nourrice, et inversement. Plus tard le peu de rapports que j'avais avec mes parents, qui étaient communistes, étaient extrêmement conflictuels. °"

Son militantisme peut en partie s'interpréter comme une fuite en avant pour réparer les souffrances de l'enfance, le sentiment d'être rejetée, mal aimée, trimballée, pour prouver également quelque chose à son père, militant

¹³ E. Goffman, *Stigmaté. Les usages sociaux des handicapés*, (1^{ère} éd. 1963) Paris, Ed. de Minuit, 1975.

¹⁴ Comme le montre par exemple M.-H. Lechien à propos des militants d'une Association de Soutien aux Travailleurs Immigrés (ASTI) qui font le lien entre des souffrances personnelles réinterprétées en termes psychologiques et la souffrance des immigrants. In *Pratiques humanistes. Engagements militants et investissements professionnels*, Thèse de doctorat de sociologie, EHESS, 2002.

communiste résistant, qui « en dehors de ça était un père épouvantable ».

En ce sens, le terme de militantisme de solidarité semble inadapté, tant il charrie l'idée d'une coupure entre base et militants.¹⁵ Défendre des autres souffrants permet aussi de « restaurer un soi blessé », comme le rappelle J. Siméant à propos des militants investis dans la F ASTI¹⁶. L'identification subjective, au-delà de toutes les différences objectives, les conduit à défendre une population dont ils ne font pourtant pas partie, mais sans avoir le sentiment qu'il s'agit d'une solidarité externe. Le fait de se sentir concerné n'est pas alors perçu comme transcendant une distance sociale. Les militants les plus influents de DAL, c'est-à-dire les principaux animateurs de la lutte au quotidien et face aux pouvoirs publics et aux médias, se situent dans cette posture de solidarité vécue subjectivement comme une communauté de position. Cette proximité à la situation des mal-logés peut tenir aussi à la réactivation d'une souffrance directement liée au logement dans le passé. Alors même qu'elles n'ont plus aujourd'hui de difficultés et que DAL n'a pas été l'association qui les a tirées de celles-ci, certaines personnes peuvent avoir vécu des problèmes de logement comparables à ceux qu'elles rencontrent chez les mal-logés et prennent en charge par leur militantisme à DAL.

La proximité des positions

A ces militants s'identifiant subjectivement aux mal-logés s'ajoute par ailleurs une catégorie de militants connaissant une grande

proximité avec la base sociale de DAL. Une partie des personnes qui structurent l'action de DAL dans le quotidien des AG, des permanences et des « petites » actions, non forcément relayées par les médias et non forcément spectaculaires (suivi juridique, aide apportée pour l'accès aux droits etc.) sont ou ont été elles-mêmes mal logées, sans logis ou menacées d'expulsion. Leur premier contact avec DAL tient précisément à leur situation précaire de logement, même si elles investissent très rapidement autre chose que l'accès à un meilleur logement dans leur présence dans l'association. On trouve plusieurs profils de mal-logés militants, reflétant la diversité des mal-logés adhérents à DAL : primo-migrants ou jeunes issus de l'immigration vivant en squat ou dans des logements insalubres ; sans-abris etc.

Le vocabulaire indigène leur réserve d'ailleurs une large place à travers les termes de *militants concernés* ou de *délégués des familles*. Les *délégués*, porte-parole d'un collectif de familles, participent aux rencontres avec les pouvoirs publics, parlent aussi bien en leur nom qu'en celui de DAL, sont souvent très impliqués dans la vie quotidienne de l'association mais leur engagement est perçu comme transitoire et ne tenant que le temps que dure leur problème de logement. Il apparaît ainsi en creux qu'il existe deux conditions différentes à remplir pour être considéré comme un « authentique » militant : être très présent au sein du comité et impliqué personnellement dans la lutte certes, mais aussi être ou avoir été mal-logé.

La très étonnante formule de *militants concernés* (et *non concernés*), périphrase à double sens qui permet de ne pas annuler les différences entre les mal-logés et les personnes sans problèmes de logement, reconnaît toutefois que les premiers (ceux qui ont ou ont eu des problèmes de logement) peuvent être militants.

Cette distinction *concerné/non concerné* est introduite parce que tout le projet de DAL repose sur l'idée que des militants issus des populations défendues doivent être présents dans les instances décisionnelles de l'association. L'enjeu affiché est la constitu-

¹⁵ L'exemple que C. Péchu donne de Karine, militante qui insiste elle aussi sur les souffrances de l'enfance et l'identification subjective aux mal-logés est très proche de cette configuration. In « Les générations militantes à Droit Au Logement », *Revue Française de Sciences Politiques*, vol. 51, n°1-2, 2001, p. 73-103.

¹⁶ J. Siméant, 1997, op. cit. p 393 et sq. On trouve des propos comparables des bénévoles (qui se sentent dans une position de vulnérabilité comparable aux bénéficiaires) dans une étude sur les Restos du cœur. Cf. B. Ravon, R. Raymond, « Engagement bénévole et expérience de soi : l'exemple des Restos du cœur », in J. Ion, M. Peroni (eds), *Engagement public et exposition de la personne*, Ed de L'Aube, 1997, p. 99-109.

tion d'un syndicat, aussi l'idée de faire émerger des porte-parole, des leaders des mal-logés, de les former pour en faire des « cadres » de l'organisation, est régulièrement mise en avant. Ce projet est explicitement inscrit dans les statuts de l'association. Les débats internes qui ont eu lieu avant la création de la fédération des comités DAL en janvier 1998 ont montré la nécessité de désigner les deux groupes de militants, selon leur plus ou moins grande proximité à la population défendue, précisément pour permettre à ces militants *concernés* d'être bien représentés.

Quelques exemples de ces militants *concernés* permettent de fixer les idées. Tout d'abord, des personnes immigrées souffrant d'un logement insalubre et trop petit ou vivant dans des squats organisés, militent dans les comités DAL.

Né en France en 1978 de parents algériens kabyles (sa mère analphabète n'a jamais travaillé, son père venu en France en 1955 était ouvrier dans l'industrie du charbon), Kamel grandit avec sa sœur jumelle dans un « taudis » de la proche banlieue parisienne¹⁷. La première demande de relogement en HLM date de la naissance des enfants (1978) et a été renouvelée chaque année depuis. Quand la famille de Kamel (sa mère et sa sœur) prennent contact avec le comité local, les militants mettent d'emblée cette famille en avant comme exemple flagrant d'injustice et le relogement dans une HLM neuve est obtenu moins d'un an et demi plus tard. Rien ne distingue Kamel de nombre de jeunes issus de l'immigration maghrébine, si ce n'est la faiblesse de sa fratrie. Il sort du système scolaire sans qualification¹⁸, obtient un CAP d'électricien lors de son service militaire, chôme plusieurs années, fait quelques petits stages dont il sort mécontent, critique l'inefficacité de la Mission locale et n'obtient son premier emploi comme ma-

nutentionnaire qu'en 2000, à l'âge de 21 ans.

DAL est pour Kamel la première expérience militante. Il prend progressivement la place de sa sœur dans la défense de sa famille lors des négociations qui aboutissent à son relogement. Il continue de venir aux réunions après son relogement, participe systématiquement aux délégations lors des rencontres avec les responsables administratifs et politiques, accompagne les familles dans différentes administrations, tient les permanences et constitue les nouveaux dossiers, malgré son rapport difficile à l'écrit, puis devient trésorier du comité local. Kamel devenant militant alors même qu'il est arrivé pour des problèmes personnels de logement, incarne l'exemple paradigmatique de quelqu'un qui passe de la catégorie des *familles en attente d'un service militant* à celle des *militants concernés*. Ce parcours le conduit par exemple à participer à des manifestations parisiennes de sans-papiers et à élargir son engagement jusqu'au soutien à la Palestine.

A ce profil de jeunes issus de l'immigration sans expériences militantes préalables s'ajoute l'engagement de primo-migrants déjà politisés.

Né en 1969 au Sénégal de parents villageois pauvres, Fodé passe son baccalauréat en 1988, entame des études de littérature française et espagnole, qu'il ne peut terminer, car il doit travailler pour ne pas rester à la charge de sa famille. Arrivé en France en 1995, il travaille dans le « secteur du ménage » comme ouvrier. Il est marié à une jeune femme dont il a deux enfants en 1997 et 1999, alors qu'il avait bien juré ne jamais se marier. Ils habitent, faute de meilleure solution, dans un squat du 18^e arrondissement à Paris. Fodé prend contact avec DAL et commence à organiser son immeuble pour entamer des négociations de relogement avec la mairie. En avril 1998, l'immeuble est violemment expulsé, le jour même où une réunion était prévue en mairie pour discuter de la situation. Grâce à la bataille menée avec le comité DAL et alors qu'il s'est très fortement impliqué dans cette action, l'hébergement en hôtel est pris en charge par

¹⁷ Logement très petit et insalubre appartenant au parc privé dégradé.

¹⁸ A la différence de sa sœur, titulaire (à l'heure) d'une licence d'AES, qui travaille à partir de 1999 comme employée (secrétaire) dans une compagnie d'assurance.

les services sociaux pour une durée importante et il se bat pour un relogement définitif avec les autres habitants de l'immeuble expulsé.

Parce qu'il est dans toutes les manifestations, qu'il est souvent délégué lors des actions, qu'il prend la parole publiquement lors des actions de DAL, il est « repéré » et dit recevoir environ 15 appels par jour de gens en difficulté lui demandant de l'aide. Membre du Conseil d'Administration du DAL Paris, il assure des permanences et participe à toutes les actions.

Sa situation est partiellement différente de celle de Kamel, dans la mesure où il a des assises sociales plus fortes : plus qualifié, plus âgé, travaillant, ayant déjà eu des expériences politiques dans le syndicalisme étudiant au Sénégal, il devient plus rapidement *militant concerné*, alors même qu'il est toujours en situation de logement difficile. *A contrario*, l'implication de Kamel a été plus lente et plus difficile à « coder » comme un engagement militant par les acteurs.

D'autre part, des célibataires français, sans abri et squatters, militent également à DAL. Leurs problèmes de logement sont plutôt liés à des cas d'expulsion de logements « normaux » ou à des situations d'errance et d'absence de logement, c'est-à-dire de décrochage par rapport à une situation plus heureuse.

Georges, dit Jojo, illustre la trajectoire d'un SDF se fixant et redéfinissant son statut et son identité pour devenir un militant. Né en 1956 dans un milieu modeste, il devient maître d'hôtel dans une ville moyenne de province, se marie et a une fille. Suite à une rupture conjugale qui advient peu de temps après son mariage en 1981, et alors qu'il se sent surveillé par son ancienne femme, il « monte » à Paris, loge en hôtel meublé et travaille en intérim. Puis il décroche et commence une vie d'errance : pendant huit ans, il dort « partout », dans les trains, sous les ponts, dans des squats, chez des copains. Il monte une association de fait, plutôt une idée qu'il met en œuvre avec quelques « copains » (« Solidarité SDF ») : « *Moi, je*

voulais installer des copains dans des cabanes dans les arbres, j'avais qu'on se douche dans les fontaines publiques... »

Quelqu'un trouve cette initiative intéressante, lui suggère de rejoindre un mouvement déjà constitué et le conduit en 1993 à DAL quand l'association tient un squat avenue René Coty. Il s'y investit, y « travaille » à plein temps, dort sur place, finit par être embauché pour une année, à la faveur de revenus transitoirement plus importants de l'association, dans le cadre d'un Contrat Emploi Solidarité. En 1995, il trouve grâce à DAL un appartement, dans un vieil immeuble parisien dont le loyer est encore fixé par la loi de 1948, c'est-à-dire très peu élevé, qu'il aménage avec goût et dont il est fier. Ce logement est toutefois voué à être détruit à court terme pour une opération d'urbanisme, ce qui risque à nouveau de faire basculer Jojo dans la précarité, d'autant que DAL n'est pas en mesure de payer ses permanents. Jojo redevient allocataire du RMI, à la fin du CES. Toujours présent dans les locaux de DAL, se présentant comme responsable des comités de banlieue et comme « pompier de service », membre du Conseil d'Administration du DAL Paris, présent à toutes les actions, il participe également aux actions initiées par les collectifs de chômeurs.

Patrice constitue le dernier exemple de profil de militant concerné. Jeune squatter vivant en famille, il est issu d'un milieu populaire mais n'a jamais connu la rue. Agé d'une trentaine d'années, il habite un pavillon de la région parisienne appartenant à la mairie, qu'il squatte avec son frère et sa mère. Sa mère était gardienne d'école primaire, et ils ont occupé un logement de fonction municipal jusqu'en 1995. Elle est licenciée, à l'âge de 58 ans, par le maire, « un RPR flirtant avec le FN », pour « faute grave ». Patrice précise que cette faute est mineure et qu'elle traduit surtout la dérive sécuritaire du maire : alors que des enfants jouent au ballon dans la cour de l'école quand celle-ci est censée être fermée, sa mère refuse de lâcher le chien sur les gamins. À la suite de leur expulsion, ils passent deux nuits à l'hôtel, puis Patrice ouvre un pavillon vide qu'il a

repéré, mais ils se « font virer par les flics » car « on ne savait pas nos droits ». Patrice ouvre un autre squat discrètement, un pavillon, puis prend contact avec DAL en 1996. Permanent du DAL Paris, sans autre activité professionnelle déclarée, membre du CA, quotidiennement présent dans les locaux de l'association, Patrice a monté des actions et a été amené à négocier avec des bailleurs sociaux en l'absence de militants plus politiques.

Ces exemples, dans leur diversité, montrent l'existence de militants concernés, proches par leurs difficultés de vie, des mal-logés et sans-logis. Même si leur poids est difficile à évaluer, sur la cinquantaine de militants rencontrés en cours d'enquête, un quart présentait ce type de profils sociaux (expulsion, mal-logement, et/ou absence de logement). Cette présence fluctue d'un comité à l'autre¹⁴, mais montre que le terme de « militants par conscience » est totalement inadapté pour désigner une partie des militants présents.

DAL est ce qui leur a permis de se stabiliser, et de régler leur difficulté de logement, même si cette stabilité reste fragile.

On note aussi que ces militants n'ont de fait pas les mêmes positions de pouvoir que les militants plus classiques et proches des classes moyennes dans l'organisation. Détenteurs de plus faibles ressources sociales, ils se retrouvent, en situation de pénurie militante, relativement rapidement sur le devant de la scène (participation à des délégations, négociations etc.). Ceci permet une valorisation de soi qui explique le maintien de leur engagement. Mais ils n'ont ni les mêmes objectifs que les militants par conscience, ni la même place dans l'organisation, ni surtout la même reconnaissance et validation des pouvoirs publics, des journalistes et des autres mal-logés. En conséquence, on ne les trouve pas à tous les échelons de DAL et la

¹⁴ On peut remarquer une situation largement comparable à Droits devant !! On y trouve le même type de clivage entre militants « précaires » et militants « stables ». En juin 1999, sur les 26 personnes élues au CA, il y a autant de « sans » que d'« avec », comme le dit son fondateur Jean-Claude Amara.

division du travail militant peut les cantonner à des niveaux subordonnés de l'association et de l'activité militante.

L'existence de ces militants « concernés » est toutefois là pour rappeler qu'on est bien loin à DAL d'un bloc monolithique de classes moyennes « allant au peuple ». La situation est au contraire, à bien des égards, proche d'un univers mixte qui a également caractérisé le mouvement ouvrier, au moins à certaines périodes. Entre la solidarité directe par partage d'une même condition et de mêmes difficultés et le bénévolat externe qui caractérise une solidarité humaniste, entre Kamel et Jean, on trouve à DAL toute une gradation du rapport à la souffrance sociale, objective et subjective.

A cette première série de remarques sur le rapport au logement et à la précarité sociale, on peut en associer une deuxième portant sur les trajectoires des individus. Sans grande surprise, dans la mesure où c'est une constante des milieux militants, on y trouve beaucoup de « déplacés », de gens dont il est au fond bien difficile de définir « un » habitat unifié, et dont la situation actuelle est en porte-à-faux, ou pour le moins en décalage avec les destins sociaux probables.

DES TRAJECTOIRES SOCIALES EN DECALAGE OU EN PORTE-A-FAUX

La fréquence des situations de décalage, liées à de fortes mobilités sociales, à la fois dans le sens d'un déclassement et dans celui d'une mobilité sociale ascendante, permet de mettre en cause à nouveau l'idée d'un « militantisme de classes moyennes ».

Le déclassement des exilés ou des marginaux.

Deux situations de désajustement consécutif à une mobilité sociale descendante se rencontrent parmi les militants de DAL. D'une part les militants immigrés dont l'immigration s'est accompagnée d'un déclassement par rapport à la position occupée ou escomptée dans le pays d'origine. D'autre part les militants impliqués dans les mouvements alternatifs et communautaires des années 70 et 80, dont les engagements poli-

tiques passés expliquent le déclassement actuel.

Déclassement des immigrés

Les militants immigrés se trouvent fréquemment dans une situation objective et subjectivement vécue de déclassement. J. Siméant le constate également à propos des entrepreneurs de mobilisation des sans-papiers.²⁰ Elle distingue deux types de déclassement, celui qui touche des étudiants aux diplômes dévalorisés et celui qui touche les réfugiés politiques, deux populations que l'on retrouve à DAL.

Youssef, militant d'un comité de banlieue parisienne, est « déplacé », à la fois socialement et culturellement, et porteur de caractéristiques sociales hétérogènes : il est pour une part un « immigré » comme les autres, soumis à une condition d'immigré, mais ses aspirations et certaines de ses caractéristiques sociales en font un membre des classes moyennes urbanisées et cultivées. Né en 1960 dans un petit village agricole du Sénégal, premier enfant de son village et *a fortiori* de sa famille à réussir le baccalauréat à Dakar, passé de la campagne à la ville, de l'Afrique à la France, il est doublement migrant. Il porte simultanément des attributs culturels africains (par exemple son mariage traditionnel avec sa cousine ou sa pratique rigoureuse de l'Islam) et des attributs culturels de classe moyenne française (par exemple sa maîtrise de la fécondité - son deuxième enfant ne naît que 5 ans après son premier, malgré la pression de sa femme-, sa parfaite connaissance du langage et de l'écrit technico-administratif et des codes de politesse de la société française...). Socialement également, il est à la fois en pleine ascension

²⁰ « Il semble ainsi que l'éventuelle promotion matérielle liée au trajet migratoire se double d'un déclassement intellectuel dans le cadre de la société d'accueil. Ce déclassement dès lors n'est susceptible d'être gommé qu'au regard d'une population immigrée non intellectuelle. Auprès d'elle, ces étudiants immigrés se retrouveraient alors dans une situation de relative supériorité, jouissant de surcroît d'un accès à la communauté d'origine susceptible d'être valorisée auprès de militants français en quête de 'contacts' chez les immigrés. » (Siméant, 1997, op.cit., p. 87).

sociale et freiné dans cette ascension. Ses conditions socio-économiques actuelles ne le distinguent pas de la masse des immigrés récemment arrivés en France : il alterne des périodes de chômage, de stages et de « petits boulots », dans des emplois précaires du secteur de l'hôtellerie et de la restauration, puis du secteur informatique. Il est toutefois venu en France en tant qu'étudiant, est diplômé de l'Institut des études du travail et de la sécurité sociale de Lyon, licencié en Administration Economique et Sociale et prétend à un autre statut socioprofessionnel que celui qu'il occupe actuellement. Très mal logé quand il arrive à DAL, en procès contre son propriétaire, il s'implique alors d'emblée dans le comité pour en devenir en quelques mois un des piliers. Présent dans toutes les négociations, prenant l'initiative de rencontres, de courriers ou d'appels téléphoniques aux responsables municipaux, il se présente, à juste titre, comme membre actif de DAL, milite pour la constitution du comité en association de droit et en devient vice-président. Il s'engage également au côté des sans papiers de Droits devant !! dont il devient membre du CA et milite dans plusieurs associations, dont l'une qu'il a lui-même créée d'aide aux immigrés (de solidarité internationale) et dans une caisse villageoise.²¹

Malgré la similarité des positions avec les mal-logés, ses chances objectives et subjectives de « s'en sortir » sont très nettement supérieures.

La perception subjective du déclassement est encore plus grande pour les réfugiés politiques. Pour des personnes qui ont commencé leur vie active dans le pays d'origine, s'y sont stabilisés, y ont occupé des postes relativement importants, l'arrivée en France est plus directement associée à une dégringolade dans l'échelle sociale. C'est notamment le cas des personnes qui ont été rapatriées d'Algérie, au moment dur des attentats et de la guerre civile larvée, et dont le retour est impossible.

²¹ Pour le fonctionnement de ces caisses, voir C. Quiminal, *Gens d'ici, gens d'ailleurs*, Paris, Bourgeois, 1991.

M. Ouadi a une quarantaine d'années. Algérien, marié à une femme algérienne de nationalité française, il arrive en France avec sa famille (3 enfants) en 1997 par la « grande porte » du Ministère des Affaires Étrangères en tant que rapatrié pour des raisons sanitaires. Sa plus jeune fille a été victime d'un attentat qui l'a blessée gravement et nécessite des soins importants. Il a abandonné tous ses biens en Algérie, sans espoir de retour. Venant d'un petit village de Kabylie, il est « allé jusqu'au Bac, puis a fait deux ans de droit », études qu'il a dû interrompre au décès de son père, pour travailler et aider sa mère et ses frères. Conseiller juridique à Alger, il avait un statut de fonctionnaire. Comme il le dit lui-même, il était très privilégié et vivait « dans le luxe ». Les premiers mois en France sont particulièrement difficiles. Après quelques mois de vie dans un hôtel meublé « miteux », sans aucun revenu, il commence à toucher le RMI, obtient un relogement en HLM et monte une petite entreprise, très fragile, de téléphonie.

A côté de cette première forme de déclassement liée à l'immigration, et pour laquelle la migration géographique coïncide avec un déplacement dans l'espace social, on trouve une deuxième forme de déclassement, qui peut être vue comme relevant des effets retardés d'engagements politiques antérieurs. Parce qu'ils ont duré trop longtemps, ils rendent difficile le reclassement.

Déclassement des « marginaux »

Le choix de « faire la route » dans les années 70, d'entrer dans la contre-société et les phénomènes communautaires²² ont eu des conséquences décisives dans les trajectoires de certains militants. Si une partie de la génération 68 a réussi à contrer son déclassement, consécutif au décalage entre l'inflation des titres et la faiblesse des postes, par l'entrée dans des métiers délégataires et charismatiques de la contre-culture

²² Pour une étude du phénomène communautaire et de son explication par le schème du déclassement, on peut lire B. Lacroix, *L'utopie communautaire*, Paris, PUF, 1981 ; G. Mauger, « Gauchisme, contre-culture et néo-libéralisme : pour une histoire de la 'génération de mai 68' », in CURAPP, *L'identité politique*, PUF, 1994, p. 206-226.

d'abord, puis dans les institutions (entrée massive en 1981 dans les ministères, administrations, etc.), une partie d'entre eux n'a pas réussi à opérer ce reclassement à temps. Pris dans leurs engagements, ils ont connu une forme de fermeture de leur destin social, alors même qu'ils étaient au départ plutôt privilégiés. Restés trop longtemps dans un état d'apesanteur sociale, ils deviennent totalement « inadaptés » au système et se retrouvent massivement, dans la continuité de leurs engagements antérieurs, dans le militantisme. La trajectoire du président de DAL, Babar, relève pour partie de cette logique, tout comme nombre de militants rencontrés au cours de l'enquête.

Elie, enfant du baby boom et de la contre-culture, garde un mode de vie marginal. Il vit dans un camion de location aménagé de manière ultra-rudimentaire avec sa jeune compagne et leur fille (âgée de trois ans, toujours pieds nus)²³. Ils vivaient auparavant dans un logement occupé à Sèvres par des communautaires utopistes. Chef d'entreprise à l'âge de 20 ans pendant 2 ou 3 ans parce que, dit-il, il avait fait une école de commerce, il a quitté cette « vie de con » pour s'investir dans des communautés alternatives. Il a fréquenté la fac de Vincennes, y a plus ou moins enseigné. En 1998, il s'occupe d'une coopérative qui installe des sites Internet pour des associations. « Juif athée talmudiste », comme il se décrit rapidement, il fait partie d'une famille persécutée sous Vichy et dont il ne reste « pas grand-monde ». Militant impliqué dans des occupations alternatives de logement pour « changer la vie » depuis les années 70, il se présente comme un ancien de ces luttes, un « pur » qui vit effectivement en adéquation avec ses idées, qui passe sa vie de lieux autonomes en lieux autonomes (de « communautés d'indiens » dans les Pyrénées à l'« école des enfants » rassemblant des parents qui éduquent leurs enfants hors du système scolaire etc.).

²³ Il a également des enfants âgés d'une vingtaine d'années dont un fils, militant dans « le groupe de Jussieu » (les anciens du Comité des Mal-Logés), en guerre ouverte contre Babar et DAL qu'il trouve trop réformiste et consensuel.

Ces situations de déclassement sont très hétérogènes, mais il faut noter leur récurrence parmi les militants de DAL, qui interdit de les penser comme appartenant de façon homogène à des classes moyennes socialement stabilisées. Le mouvement inverse, de promotion sociale importante, est aussi fortement présent parmi les militants de DAL et montre que la situation des transfuges peut être également génératrice d'un « habitus militant ».

La dissidence des transfuges

Par le terme de transfuge, je désigne les personnes d'origine populaire qui ont connu une forte ascension sociale. Ce terme désigne le plus souvent ceux qui ont réussi scolairement (les déracinés, les boursiers, les miraculés scolaires) et qui « sont passés de l'autre côté » du monde social, par la réussite scolaire²⁴.

Isabelle est née en 1968 en Alsace. Son père, antillais, a fait l'armée française ; sa mère, vosgienne, est aide-soignante à l'hôpital. Elle fait une très bonne scolarité et s'inscrit à l'Université de Strasbourg, où elle passe une maîtrise de droit puis un DESS d'étude des conflits. A la fin des examens de première année de droit, une sortie arrosée avec des amis se solde par un accident de voiture très grave. Ce choc la bouleverse ; elle se sent rescapée et décide de donner davantage de sens à sa vie. Elle commence donc à militer à 19 ans à la Ligue des Droits de l'Homme, mais elle trouve l'ambiance trop bien pensante et conformiste, s'engage dans le syndicalisme étudiant, flirte avec le socialisme, s'engage dans une association de quartier. Elle est à chaque fois déçue par la tiédeur des prises de position et radicalise ses engagements. Par l'intermédiaire d'une amie institutrice, elle fait alors la connaissance d'une famille (une femme avec 8 enfants) de la banlieue de Strasbourg qui vient d'être mise à la rue. Toutes les trois créent

un comité DAL Strasbourg, à grand renfort de médiatisation. A l'issue de son DESS, Isabelle vient à Paris. Elle se retrouve d'emblée permanente, membre du CA, secrétaire du DAL Paris puis de la fédération. Pendant deux ans, elle vit du RMI et est hébergée d'abord chez son frère puis chez un copain de DAL. Elle commence à travailler, en octobre 1997 pour l'association qui assure la gestion sociale et immobilière des immeubles réquisitionnés grâce à la loi Perrissol et est elle-même logée dans un tel immeuble.

Outre l'enchaînement des engagements et la prise de distance de plus en plus grande qu'elle opère avec les partis et syndicats institués, jusqu'à constituer sa propre association, le parcours d'Isabelle montre la disjonction entre ses études et son parcours professionnel. Alors même qu'elle vient d'un milieu modeste, elle fait une scolarité brillante. Mais tout se passe comme si elle était dans l'incapacité et l'impossibilité de « rentabiliser ses investissements scolaires » autrement qu'en les réinvestissant au service de ses engagements militants, comme si travailler au service d'une carrière professionnelle était une trop grande « trahison de classe ».

Le sentiment subjectivement vécu du décalage, du porte-à-faux, de la distance sociale entre ce qu'on est, ce qu'on a été et ce qu'on pensait être, peut être au principe de la construction d'un « habitus dissident. »²⁵ Si l'on en croit l'essentiel des travaux sur le militantisme ouvrier, il n'y a rien d'étonnant à trouver à DAL beaucoup d'individus aux profils atypiques, « déplacés » par rapport à leur destin social possible ou probable. Pendant sa période de formation notamment et jusqu'au début du siècle, avant que l'ouvriérisme qui a caractérisé le Parti communiste français n'impose une relative homogénéité de classe aux militants ouvriers²⁶,

²⁴ Cf. R. Hoggart, *La culture du pauvre. Etude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Editions de Minuit, 1970 ; J.-P. Terrail, « L'issue scolaire : de quelques histoires de transfuges », in *Destins ouvriers*, Paris, PUF, 1990, p. 223-258.

²⁵ B. Lacroix, *op. cit.* 1981.

²⁶ Et même encore, B. Pudal note toutes les stratégies de l'organisation communiste, notamment par le contrôle biographique pour attacher ses cadres à l'organisation et éviter leur fuite, dans la mesure où ces ouvriers ont des trajectoires atypiques qui peuvent leur permettre de sortir de la classe. Profon-

on trouve dans le militantisme ouvrier de nombreux profils socialement « atypiques »²⁷.

Alors que les mouvements sociaux marqués par le mouvement ouvrier pouvaient être analysés comme la défense d'une communauté de destin de classe par un groupe partageant croyances et intérêts, les mouvements qui se développent depuis les années 90 (lutte contre les exclusions, le racisme etc.) signeraient la rencontre entre des groupes aux intérêts et aux croyances moins fermement unis (parce qu'il ne s'agit plus de solidarité de classe) et seraient portées surtout par des classes moyennes salariées fortement diplômées.

Or, inscrire DAL dans cette filiation et en faire un militantisme «de solidarité» doit être sérieusement nuancé. Tant du point de vue de l'appartenance sociale actuelle que du point de vue de leurs trajectoires sociales, ses militants sont difficilement réductibles au vocable unifié de « classes moyennes ». La distance sociale avec les mal-logés n'est ni stable ni définitive d'un militant à l'autre. Il est de ce fait abusif de réduire ce militantisme à un militantisme de solidarité externe et humaniste, quand il exprime aussi une solidarité liée à des proximités existentielles dans les difficultés rencontrées.

Ce n'est pas parce que ces membres des classes moyennes sont les porte-parole les plus visibles de ces associations qu'elles constituent l'essentiel du vivier militant.²⁸

dément ouvrieriste, le PCF est toutefois composé de cadres qui ne sont jamais des « ouvriers » complètement comme les autres. In *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1989.

²⁷ Voir par exemple l'analyse de J. Rancière, concernant les premiers rédacteurs des journaux ouvriers dans les années 1840-1860. In « La maladie des héliotropes. Notes sur la 'pensée ouvrière' », *Ethnologie française*, XIV-2, 1984, p. 125-130.

²⁸ Ce constat avait déjà été fait pour le « syndicalisme extra-professionnel », censé être une incarnation des « nouveaux mouvements sociaux » des années 70. « Dans ces mouvements sociaux, les membres des couches moyennes sont certainement

Le vocabulaire indigène insiste à sa manière sur cette diversité en distinguant des *militants concernés*, qui ne sont pas dégagés de leurs difficultés personnelles de logement ; des *soutiens* qui ne viennent que ponctuellement aider DAL, notamment lors des actions ; des *bénévoles* qui, très présents dans l'association et non touchés par des problèmes de logement, délèguent le combat à d'autres.

A travers ce discours en partie normatif, qui permet de disqualifier une partie des acteurs et des pratiques comme non « authentiquement » militantes, on voit bien que la revendication d'une définition légitime du militant et la monopolisation par les militants « non concernés » de cette revendication, est précisément un des enjeux forts qui cristallise les relations de pouvoir.

Aux différences sociales correspondent effectivement des différences dans les comportements militants, les conceptions du rôle des organisations et la place dans l'association. Mettre en lumière le caractère pluriclassiste de DAL ne signifie donc pas éviter tout questionnement sur les inégalités entre ces militants.

Les médias et les commentateurs hâtifs ne voyant DAL que lors des actions, assimilent les *militants non concernés* aux *soutiens*, sans percevoir la différence entre eux, et les *militants concernés* aux *familles*. La couleur de la peau et plus généralement l'hexis corporel suffisent à accréditer cette distinction. La prégnance de cette vision duale s'explique toutefois très bien. D'une part, les commentaires s'appuient essentiellement sur les moments de mobilisation collective, dans lesquelles les militants « par conscience » gonflent fortement les effectifs de DAL, du

les plus visibles de l'organisation. Ils accaparent les fonctions de pouvoir, de porte-parole ou d'écriture. Alors même que ces mouvements sont pluriclassistes et que c'est précisément cette combinatoire qu'il faudrait étudier, l'attention des chercheurs est souvent attirée par des phénomènes de scène au détriment du système complexe que représente toute coalition d'intérêts ». M. Chauvière, B. Duriez, « Couches intermédiaires et syndicalisme extra-professionnel », *Sociologie du travail*, XXVD-2, 1985, p. 165-175.

fait de la présence ponctuelle (mais décisive) des *soutiens*. D'autre part, à DAL comme dans toutes les organisations, s'opère un processus de sur-sélection des plus politisés et des plus dotés en ressources sociales dans les instances nationales. Les spécificités locales, la forte implication de *militants concernés* dans l'animation des activités quotidiennes de DAL ne peuvent être vues si on ne s'intéresse qu'au DAL Paris et *a fortiori* à la Fédération des comités DAL.

Les militants les plus visibles médiatiquement, parce que porte-parole au plus haut niveau, sont effectivement des membres des classes moyennes, les plus politisés et les plus en lien avec les autres réseaux du « mouvement social » car les plus aptes à construire une « parole » politique et à la défendre. C'est ce qui contribue à forger un discours sur DAL qui ne représente toutefois pas toute la réalité militante.